



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente...

• (Page 07)

États-Unis

L'inflation au plus haut depuis plus de 40 ans

Le gouvernement de Joe Biden est confronté à une hausse des prix à la consommation qui s'est de nouveau accélérée le mois passé...

• (Page 08)

Économie mondiale

La guerre va faire flamber l'inflation, selon l'OCDE

Pour l'Organisation de coopération et de développement ...

• (Pages 08)



Bourse / Célébration de l'excellence

Les lauréats des BRVM AWARDS 2022 connus

• (Page 03)



Togo / Plateforme Industrielle d'Adétikopé

• (Page 04)

PIA, des résultats satisfaisants un an après son lancement

Médiateurs de la République

Awa Nana-Daboya élue présidente de l'AMP-UEMOA

La Médiatrice de la République du Togo, Awa Nana-Daboya, a été élue à la ...

• (Page 02)

Recettes fiscales

Le Togo travaille à se doter d'un modèle de prévision

Le Togo, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Gouvernance Economique (PAGE), va se doter d'un ...

• (Page 05)

UEMOA

11ème Comité de haut niveau sur la sécurité alimentaire

« Plus de 12,5 millions de nos concitoyens en situation de besoins d'assistance alimentaire d'urgence ». C'est le constat ...

• (Page 06)

Togo / cinéma

Yobo Studios a le soutien du Ministre LAMADOKOU

Le Ministre de la culture et du tourisme, Dr Kossi G. LAMADOKOU a effectué, ce jeudi ...

• (Page 11)

Cours des devises offert par

L'économiste du Togo

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	613,250	4,590	766,500	628,000	482,250	91,500	166,500
Vente	655,957	620,250	4,650	773,500	634,000	489,250	93,250	169,250

Source : BCEAO

Médiateurs de la République

Awa Nana-Daboya élue présidente de l'AMP-UEMOA

La Médiatrice de la République du Togo, Awa Nana-Daboya, a été élue à la présidence de l'Association des médiateurs des pays de l'UEMOA (AMP-UEMOA). Ceci, au terme des travaux de la 6ème Assemblée générale ordinaire, les 7 et 8 juin 2022, à Ouagadougou.



● Junior AREDOLA

Venus des huit pays membres de l'espace UEMOA, les médiateurs ont échangé 48h durant sur les questions d'insécurité liées au terrorisme, à l'instabilité politique et aux sanctions vis-à-vis du Mali. Les travaux de l'Assemblée générale ordinaire de l'Association des médiateurs des pays membres de l'UEMOA ont pris fin, le mercredi 8 juin 2022, à Ouagadougou avec le renouvellement du bureau

de l'AMP. La présidence de l'Association revient à madame Amadou Aboudou Awa épouse NANA, Médiateur de la République togolaise et cela pour la période 2022-2023. Elle succède à Maître Ali Sirfi MAIGA, Médiateur de la république du Niger. La nouvelle présidente de l'AMP dit placer son mandat sous le signe du renforcement de l'intégration afin de rendre plus dynamique leur association et conséquemment les institutions nationales de médiation. Il est à

noter que la question de l'extrémisme violent et l'instabilité de la gouvernance démocratique résultant de crises politiques et institutionnelles ont notamment été au centre des travaux de l'Association des Médiateurs des pays membres de l'UEMOA. Face aux conséquences du terrorisme et de l'instabilité politique sur la vie des populations de l'Union, les Médiateurs s'engagent à tout mettre en œuvre pour la résolution de ces crises multiformes. Ils invitent depuis Ouagadougou les décideurs politiques de l'UEMOA à y trouver des solutions durables et pacifiques pour une vie harmonieuse des populations. Au cours de cette assemblée générale ordinaire, l'Association des médiateurs de l'UEMOA a demandé aux dirigeants politiques de la sous-région ouest-africaine la levée des sanctions imposées au Mali. Le Médiateur du Faso, Fatimata SANOU/TOURE, par ailleurs Secrétaire générale de l'Association, a surtout insisté pour que les recommandations issues de Ouagadougou soient transmises aux acteurs cibles. En vue d'une évaluation de la mise en œuvre par pays des différentes recommandations à la prochaine Assemblée générale, a-t-elle souligné.



AUX DÉCIDEURS...

Quatrième révolution industrielle...

Les cadres narratifs sont fondamentaux pour unifier les idéologies. Ils encadrent ce qui est possible et impossible, quelles idées peuvent être acceptées et lesquelles doivent être rejetées. Dans son livre, « Digital Democracy, Analogue Politics », la conteuse et analyste politique Nanjala Nyabola examine le cadrage du récit de la quatrième révolution industrielle. Elle soutient qu'il est utilisé par les élites mondiales pour détourner les moteurs de l'inégalité et permettre des processus continus d'expropriation, d'exploitation et d'exclusion. L'idéologue en chef de la quatrième révolution industrielle est Karl Schwab, président du Forum économique mondial qui a publié un livre influent du même nom. Il y soutient que les innovations numériques transforment la façon dont les gens vivent, travaillent et interagissent. Il s'agit notamment de l'intelligence artificielle et de la robotique, de l'informatique quantique en nuage et de la technologie de la chaîne de blocs. Par rapport aux révolutions industrielles précédentes, soutient-il, la quatrième révolution industrielle évolue à un rythme exponentiel, réorganisant les systèmes de production, de gestion et de gouvernance de manière sans précédent. Mais il y a une critique croissante, en particulier de la part des pays du Sud, de ce cadre favorable au capital de la quatrième révolution industrielle. Beaucoup se demandent si cela devrait être considéré comme une révolution. Les preuves disponibles suggèrent que la prolifération des technologies numériques a été très inégale, tirée par une génération plus ancienne d'innovation technologique et utilisée pour reproduire plutôt que transformer des relations sociales inégales. Nous partageons le point de vue selon lequel il n'y a rien de prédéterminé ou de linéaire quant à la technologie numérique développée, à la manière dont elle est utilisée et à quelle fin. Le défi est de savoir comment exploiter les innovations numériques pour améliorer les conditions de travail et de vie, tout en responsabilisant le capital. L'historien Ian Moll se demande si la myriade actuelle d'innovations technologiques numériques constitue une révolution industrielle. Après tout, les révolutions ne se caractérisent pas uniquement par des changements technologiques. Ils sont plutôt motivés par les transformations du processus de travail, les changements fondamentaux dans les relations sur le lieu de travail, les changements dans les relations sociales et la restructuration socio-économique mondiale.

La révolution industrielle, par exemple, a donné naissance à des usines qui ont changé la façon dont les gens travaillaient ainsi que leur lieu de vie. La centralisation des lieux de travail a entraîné une urbanisation croissante, approfondissant les divisions de classe entre les riches et les pauvres. Elle a également vu l'émergence de syndicats. Il est clair que les technologies numériques remodelent la structure du marché du travail et les conditions de travail. Ils le font par l'automatisation et le remplacement de la main-d'œuvre, l'informalisation ou l'ubérisation du travail, l'imposition d'une gestion algorithmique et la marchandisation des données.

Mais ils semblent approfondir plutôt que transformer les schémas historiques d'inégalité selon les classes, le sexe, la race, la citoyenneté et la situation géographique. Malgré les critiques, l'Union africaine (UA) a adopté la quatrième révolution industrielle comme un « moment décisif pour le développement de l'Afrique ». L'UA le décrit comme une opportunité de sauter dans l'ère numérique, d'accroître la compétitivité mondiale et de générer de nouvelles sources d'emploi.

Le chercheur-activiste Trevor Ngwane soutient dans le volume édité, la quatrième révolution industrielle : une critique sociologique, que l'innovation technologique peut en effet être bénéfique pour la classe ouvrière. Cela peut réduire la pénibilité, améliorer les conditions de travail et libérer plus de temps pour que les gens puissent s'engager dans d'autres activités significatives. Le problème est que les fruits de l'innovation technologique sont monopolisés par une classe capitaliste mondialisée. Prenons l'exemple des plateformes numériques de travail. Financés principalement par des fonds de capital-risque du Nord, ils ont créé des entreprises dans le Sud sans investir dans des actifs, embaucher des employés ou verser dans les caisses de l'État.

Junior AREDOLA

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Célébration de l'excellence

Les lauréats des BRVM AWARDS 2022 connus

Les meilleurs acteurs du marché financier régional sont connus. La cérémonie de distinction des BRVM AWARDS 2022 s'est déroulée ce jeudi 09 juin au Terrou-Bi Hôtel Resort de Dakar sous le Haut Patronage de M. Amadou HOTT, Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale du Sénégal. Occasion pour tous les acteurs du Marché Financier Régional (MFR), rassemblés, de tirer une conclusion après une année d'activité intense du marché boursier.

• Joël YANCLO

Après deux journées dédiées aux ateliers de formations et aux panels scientifiques, c'est sur une note festive que s'est achevée la 3ème édition des BRVM Awards. La soirée de gala de célébration de l'excellence a accueilli de nombreux acteurs institutionnels, régulateurs et opérateurs financiers issus de tout l'espace UEMOA.

Au cours de la cérémonie, trois distinctions spéciales ont été attribuées à des personnalités d'exception : SEM Macky SALL, Président de la République du Sénégal, le Grand Prix d'Honneur ; M. Amadou HOTT, Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale du Sénégal, Prix Spécial BRVM & DC/BR ; Idrissa NASSA, Président du Groupe CORIS BANK, Prix Spécial BRVM & DC/BR. « Les BRVM AWARDS constituent une célébration de l'excellence sur le marché financier régional de l'UEMOA. Il est important pour nous de distinguer non seulement

les acteurs du marché mais également les personnalités qui, par leur contribution, participent au rayonnement de la finance et au développement marché sur le plan régional et international » précise le Dr Edoh Kossi Amenounvé, Directeur général de la BRVM et du DC/BR. Ces distinctions d'honneur ont été suivies d'une remise de prix aux acteurs du Marché Financier Régional (MFR) qui se sont distingués au cours de l'année 2021 par leurs performances, leur dynamisme et leur capacité d'innovation. Les trente-cinq acteurs nominés ont été départagés selon des critères qualitatifs et quantitatifs par un jury d'experts composé de M. Amadou KANE (Président de AK Associates), président du Jury et ses accesseurs que sont M. Didier ACOUETEY (Président de AFRICSEARCH), Mme Viviane BAKAYOKO (Directrice générale de CITIBANK Côte d'Ivoire), Mme Fatou NIANG NDIAYE (Présidente du WIC Sénégal) et de M. Abdou DIAW (Journaliste économique).



A propos de la BRVM

Portée sur les fonds baptismaux le 18 décembre 1996 à Cotonou (BENIN), la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) est une bourse électronique parfaitement intégrée commune à 8 pays de l'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Outre les titres de participations (actions), la BRVM propose l'émission et la négociation des titres de créance (obligations). La BRVM offre aux investisseurs un environnement boursier de classe mondiale avec des systèmes de

cotation et de règlement des transactions à la fine pointe de la technologie. La BRVM est membre du Comité Exécutif de l'African Securities Exchanges Association (ASEA). Elle est depuis novembre 2016 classée dans la catégorie des marchés frontières par le MSCI.

A propos du DC/BR

Créé le 18 décembre 1996, le Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR) est l'une des deux structures centrales du Marché Financier Régional de l'UEMOA (avec la BRVM). Il est unique pour les 8 pays de l'UEMOA et

est membre à part entière de l'Association Internationale des Agences de Codification (ANNA) ainsi que de l'Association des Dépositaires Centraux d'Afrique et du Moyen-Orient (AMEDA) depuis 2013. Ses missions se résument en quatre (4) principaux points : assurer la conservation et la circulation des titres, assurer le dénouement des transactions de la BRVM, assurer le paiement des événements sur valeurs (intérêts et dividendes) sur les titres inscrits dans ses livres et gérer le Fonds de Garantie du Marché pour

assurer la bonne fin des opérations.

Les différents lauréats des BRVM Awards 2022

Prix de la Société Cotée de l'année : ECOBANK TRANSNATIONAL INCORPORATED (ETI) ;
Prix de l'Emetteur Obligataire de l'année : TREASOR PUBLIC DE CÔTE D'IVOIRE ;
Prix de la Société de Gestion et d'Intermédiation de l'année : CORIS BOURSE ;
Prix de la Société de Gestion des OPCVM de l'année : SOAGA ;
Prix de la Banque Teneur de Compte/Conservateur de l'année : SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE – Conservateur ;
Prix de l'Investisseur Institutionnel de l'année : CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE SOCIALE (IPS CNPS) ;
Prix du Média Financier de l'année : SIKA FINANCE.



Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata
Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Togo / Plateforme Industrielle d'Adétikopé

PIA, des résultats satisfaisants un an après son lancement

Le juin 2021, le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, a procédé au lancement officiel de la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA), fruit d'un partenariat entre l'Etat togolais et la société Arise IIP, filiale du groupe ARISE. PIA se veut une nouvelle zone économique multimodale pour les secteurs à fort potentiel logistique, agricole, automobile, pharmaceutique et cosmétique. Un an après sa mise en service, ce fleuron de la politique économique du Chef de l'Etat, se révèle efficace au vu des résultats satisfaisants enregistrés.

● Nicole ESSO

Un port sec, un terminal à conteneurs et un parking gros porteurs déjà opérationnels. Quelques mois après la mise en service de la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA), de nouvelles infrastructures modernes émergent progressivement.

D'une superficie de 20 hectares, le port sec est d'une capacité de 150 000 Equivalent 20 pieds (EVP). Il a démarré ses opérations en janvier dernier et permettra à notre pays de devenir un hub logistique de point dans la sous-région ouest africaine. Le terminal à conteneurs d'une capacité de 12 500 conteneurs est doté d'un équipement de dernière génération notamment des matériels de manutention et un système de gestion des terminaux. Il comprend également une zone dédiée aux frigos avec des points de connexion, une zone aménagée spécialement pour le stockage des équipements et une aire moderne de dépotage et d'empotage de 1,75 hectares sur les 400 hectares que couvre le site. Le Parking à camions est aussi opérationnel et accueille les gros porteurs de l'interland. D'une capacité simultanément de 500 camions, ce parking a déjà enregistré plus de 2000 camions et permis de décongestionner la circulation dans la ville de Lomé depuis l'inauguration de la PIA. Dotée d'un régime fiscal avantageux afin de garantir la compétitivité des investisseurs, PIA a attiré de nouveaux Investissements directs étrangers



avec l'installation progressive de grandes entreprises et sociétés notamment M. Auto Electric Mobility, Clothing Company et Togo Wood Industries SARL.

M. Auto Electric Mobility

M. Auto Electric Mobility, la plus grande flotte de véhicules électriques lancée en Afrique à partir du Togo a déjà conquis en quelques mois d'exercice le marché local, avec une productivité de 30. 000 véhicules par mois. La société est détenue par Africa Transformation and industrialization Fund (ATIF), un fonds d'investissement axé sur l'industrie et le développement économique en Afrique, basé à Abu Dhabi (Emirats Arabes Unis).

Togo Clothing Company

La deuxième entreprise à s'installer à la PIA est Togo Clothing Company, spécialisée dans la confection de textile de classe mondiale. Pour un investissement total de 20 milliards de FCFA, cette société prévoit la trans-

formation annuelle de 56 000 tonnes de coton pour générer in fine 23 milliards de FCFA de valeur à l'exportation par an et créer 2 000 emplois directs. A ces entreprises viennent s'ajouter « Togo Agro-Ressources » dont le domaine d'activités est la transformation du soja sous forme d'huile comestible et « Wood Industries SARL » spécialisée dans le bois. Des entrepôts et unités de transformation des produits locaux sont aussi construits sur le site.

Un modèle de partenariat public-privé pour la transformation des produits locaux

Outre ces partenariats, la PIA et l'Institut togolais de recherche agronomique (ITRA) ont conclu un accord en vue de l'acquisition de semences de variété pour alimenter la chaîne de valeur soja. 150.000 tonnes de soja ont été déjà collectées pour la transformation locale en huile et en produits bio. Pour faciliter la transformation massive des produits locaux, le gouvernement a ouvert l'action-

nariat du Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques (MIFA SA) à la PIA. La plateforme a également acquis des parts dans la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT). Tout en offrant d'énormes possibilités d'investissements aux opérateurs économiques nationaux et étrangers, la PIA reste toujours ouverte à de nouveaux partenariats.

Une zone industrielle



Recettes fiscales

Le Togo travaille à se doter d'un modèle de prévision

Le Togo, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Gouvernance Economique (PAGE), va se doter d'un modèle de prévision des recettes fiscales. Il va aussi procéder à l'analyse de l'impact des mesures fiscales sur son économie. Les autorités togolaises ont lancé récemment une offre de recrutement d'un consultant pour réaliser ce service.

Selon l'appel à manifestation d'intérêt publié par le quotidien national, Togo presse, les dossiers des consultants seront reçus jusqu'au 22 juin 2022. Le même document indique que la mission du consultant sélectionné durera 5 mois, à compter de septembre 2022. Pour rappel, le PAGE a été lancé en 2018 avec pour objectif principal, l'amélioration de la gestion des investissements publics et la mobilisation des recettes intérieures, ainsi que le renforcement des méca-



nismes de redevabilité et de suivi de la fourniture des services dans les secteurs prioritaires. Sa mise en œuvre est financée par la Banque mondiale et l'Union Européenne

à hauteur de 20 millions \$, soit un peu plus de 12 milliards FCFA. Le projet prendra fin en 2023.

Avec Togo First

Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**

La Commission



COMMUNIQUE DE PRESSE

**GESTION DES ZONES COTIERES, DE LA BIODIVERSITE ET DES AIRES
PROTEGEES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST**

Les Ministres en charge de l'Environnement des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) se réunissent le 17 juin 2022 à Dakar.

Au cours de cette session qui accueille également les autres Ministres en charge de l'environnement des Etats membres de la CEDEAO ainsi que de la Mauritanie et São Tomé-et-Príncipe, il sera question, notamment, de l'examen des textes sur la gestion des zones côtières et marines et de faire le bilan des activités 2020 des littoraux d'Afrique de l'Ouest. Les Ministres passeront également en revue l'Observatoire du Littoral Ouest Africain (ORLOA) et sa feuille de route ainsi que l'état de mise en œuvre du Programme d'Appui pour la Préservation de la Biodiversité et les écosystèmes fragiles, à la gouvernance environnementale et au changement climatique en Afrique de l'Ouest (PAPBIO). Le Programme d'Appui pour la Préservation des Ecosystèmes Forestiers en Afrique de l'Ouest (PAPFOR) figure également dans l'agenda ministériel.

La cérémonie d'ouverture aura lieu le vendredi 17 juin 2022 à partir de 09 heures à l'hôtel King Fahd palace de Dakar.

La réunion des Ministres sera précédée de celle des experts des Etats membres de l'UEMOA, des Institutions de mise en œuvre du Projet d'Investissement pour la Résilience des Zones Côtières en Afrique de l'Ouest (WACA ResIP), de la CEDEAO, de la CEEAC et de la Banque mondiale, qui se tiendra le **16 juin 2022**.

Ouagadougou, le 10 juin 2022

La Direction de la Communication

Contacts presse : Hamsata KAFANDO hckafando@uemoa.int

DCOMINFOS@uemoa.int

UEMOA**11ème Comité de haut niveau sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle**

Vue du présidium de gauche à droite : le Président de la Commission de l'UEMOA, les Ministres en charge de l'Agriculture du Niger et du Togo

« Plus de 12,5 millions de nos concitoyens en situation de besoins d'assistance alimentaire d'urgence ». C'est le constat fait ce 10 juin 2022 par le Président de la Commission de l'UEMOA à l'ouverture des travaux des Ministres en charge de l'Agriculture et de l'Elevage à Niamey dans le cadre de la 11e réunion du Comité de Haut Niveau sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle au sein de l'espace communautaire. Une rencontre qui a été présidée par Dr ALAMBEDJI ABBA ISSA, Ministre de l'Agriculture de la République du Niger.

L'espace UEMOA traverse une période difficile marquée par la dégradation de la situation alimentaire due à la baisse de la production et aux crises sécuritaire et sanitaire et des incertitudes sur les marchés des produits alimentaires et des intrants agricoles. Pour faire face à cette situation, « nous devons bâtir nos nouvelles orientations sur les enseignements tirés de nos interventions passées et tenant compte de nos enjeux et défis de l'heure », a indiqué Abdoulaye DIOP. C'est dans cette dynamique que la Commission de l'UEMOA, dans sa feuille de route dé-



nommée Cadre d'Actions Prioritaires à l'horizon 2025 (CAP 2025), s'est fixée comme objectif « de créer les conditions d'une transformation durable de ce secteur, lui permettant d'assurer souverainement la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que des revenus équitables à nos populations », a-t-il souligné. Pour le Ministre ALAMBEDJI ABBA ISSA, face à la situation difficile qui s'éternise et qui interpelle au plus haut niveau, « nous nous devons d'honorer une fois de plus la pertinence politique de notre Comité, en faisant en sorte que nos orientations et décisions ciblent la chaîne des causes responsables, aussi bien profondes que conjoncturelles, afin d'espérer un traitement durable et définitif de la problématique de la faim dans notre région ». Tout en rappelant les ac-

quis de l'initiative 3N, « les Nigériens Nourrissent les Nigériens », et qui seront consolidés sous l'impulsion du Président Mohamed BAZOUM, le Ministre a lancé « un appel pour une mobilisation active et déterminée pour soutenir le processus, en vue d'une transformation structurelle du secteur agricole, bâtie sur des orientations techniques adaptées aux besoins et au contexte socio-économique et culturel de notre région ». Au cours de cette rencontre, la situation alimentaire et nutritionnelle de l'année en cours, les perspectives d'une mise en œuvre efficace des Plans Nationaux de Réponse dans le cadre de la prise en charge des populations en insécurité alimentaire et d'approvisionnement durable de la région en engrais, seront passés au peigne fin. Les conclusions seront présentées ce samedi 11 juin 2022 au Président de la République du Niger, Président du Comité de Haut Niveau sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle au sein de l'UEMOA.

Avec uemoa.int

**Commerce électronique****Le marché africain devrait générer 46,1 milliards de dollars de revenus annuels d'ici 2025**

Alors que les smartphones et les technologies Internet deviennent de plus en plus accessibles en Afrique, le continent est devenu un marché lucratif pour l'industrie du commerce électronique. Selon les chiffres présentés par StockApps.com, le marché africain du commerce électronique atteindra un chiffre d'affaires annuel de 46,1 milliards de dollars d'ici 2025.

● **Vivien ATAKPABEM**

L'Afrique est en train de devenir le prochain foyer pour les entreprises basées sur Internet. Alors que les smartphones et Internet deviennent plus répandus dans les pays africains, la population a commencé à se tourner vers les achats en ligne. Selon les statistiques disponibles sur Statista, l'industrie africaine du commerce électronique devrait croître à un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 24,7 % entre 2017 et 2024. En 2017, le

chiffre d'affaires annuel de l'industrie n'était que de 7,7 milliards de dollars, et il est devrait augmenter à 42,3 milliards de dollars en 2024. Ainsi, le revenu annuel devrait augmenter de près de 500 % en sept ans. Au cours des deux dernières années, la pandémie a également aidé l'industrie, comme partout ailleurs dans le monde. Ainsi, on peut également s'attendre à ce que la récente poussée de croissance ralentisse dans les années à venir. En 2021, l'industrie africaine du commerce électronique a rapporté 28 milliards de

dollars de revenus. Comparé à 21,4 milliards de dollars en 2020, le chiffre de 2021 représentait une augmentation annuelle de 31 %. Selon le rapport, le taux de croissance annuel devrait baisser progressivement à 9 % d'ici 2025. En 2022, l'industrie africaine du commerce électronique devrait générer 33,3 milliards de dollars de revenus, après une augmentation de 19 %. L'année prochaine, l'industrie croîtra de 14,7 % à 38,2 milliards de dollars. En 2024, le taux de croissance annuel chutera encore à 11 %, avec 42,3 milliards de dollars de revenus.

Afrique**I&P célèbre 20 ans d'engagement auprès des PME**

Spécialisé dans le financement et l'accompagnement des petites et moyennes entreprises en Afrique subsaharienne, Investisseurs & Partenaires (I&P) célèbre cette année ses 20 ans d'activité. À cette occasion, I&P rassemble ses partenaires, ainsi que plusieurs entreprises en portefeuille et des acteurs de l'écosystème ivoirien, ce mercredi 1er juin 2022 au Pullman, à Abidjan.

Au cours de cette rencontre, intitulée « S'engager auprès des PME ivoiriennes : Comment améliorer l'accès au financement ? », I&P a pu présenter une vue d'ensemble de ses activités de financement et d'accompagnement, depuis sa création en 2002 sous l'initiative de Patrice Hoppenot. La Côte d'Ivoire est un pays central dans le développement du groupe I&P : avec l'ouverture du bureau à Abidjan en 2014, l'équipe ivoirienne compte désormais une trentaine de collaborateurs, issus des équipes I&P et Comoé Capital, et constitue le plus grand hub du groupe. « Le groupe I&P a financé plus de 30 PME à fort potentiel en Côte d'Ivoire, ayant des besoins de financement compris entre 6,5 millions FCFA (€10 000) et 3 milliards FCFA (€5 millions) et opérant dans des secteurs divers (agro-alimentaire, éducation & formation pro-

fessionnelle, digital, énergie, équipement et maintenance, santé, textile) », souligne Anna Traoré, responsable d'investissement en Côte d'Ivoire. Parmi les derniers investissements ivoiriens du groupe, figurent la start-up Anka (plateforme de e-commerce spécialisée dans la vente de produits artisanaux 'Made in Africa') ou encore Go Africa Online (premier réseau professionnel de mise en relation sur le continent africain) réalisés par le fonds panafricain IPAE2 destiné aux PME plus matures (ticket d'investissement compris entre 300 millions et 3 milliards de FCFA). Fort de son expérience de financement et d'accompagnement des entrepreneurs africains, I&P a développé plusieurs gammes d'activités permettant d'investir en capital dans ces PME ayant déjà atteint une certaine taille, mais également d'accompagner entreprises plus petites à travers la création du premier

fonds d'investissement ivoirien dédié aux petites PME, Comoé Capital. « Comoé Capital s'adresse aux PME et aux start-ups à fort potentiel de croissance issues de tous les secteurs d'activité et régions de Côte d'Ivoire, dont les besoins en financement se situent entre 20 millions FCFA (€30 000) et 300 millions FCFA (€450 millions). Sur les dix années à venir, nous visons financer 50 entreprises, soit un rythme de 4 à 5 prises de participation par an. » témoigne Issa Sidibé, directeur général de Comoé Capital, membre du groupe I&P. Enfin, depuis deux ans, I&P cible également les jeunes pousses jugées trop jeunes pour accéder à des financements classiques (banques, fonds d'investissement, etc.) grâce à des financements d'amorçage, à travers notamment le programme I&P Accélération au Sahel, financé par l'Union européenne.

(I&P)

Afrique**L'UA propose des bourses aux professionnels de la technologie civique**

Améliorer la participation citoyenne à travers la technologie, c'est l'ambition que poursuit le Fonds de technologie civique de l'UA. L'institution propose un programme de renforcement des compétences des professionnels de la civic tech dans 7 pays africains, dont le Mali et le Maroc.

Le Fonds de technologie civique de l'Union africaine (AUCTF), un projet financé par la coopération allemande qui promeut l'utilisation de la technologie civique pour amplifier les voix des citoyens, a ouvert les candidatures pour un programme de bourses destiné aux professionnels de la technologie civique en Afrique. Les ressortissants et citoyens de 7 pays du continent sont éligibles. Il s'agit du Mali, du Nigeria, du Malawi, du Zimbabwe, de l'Ouganda, du Kenya et du Maroc. En plus des exigences de nationalité pour être éligibles, les candidats doivent travailler à renforcer l'engagement citoyen grâce à l'utilisation innovante des données et des technologies numériques. Il leur est également exigé une expérience d'au moins trois ans dans le domaine de la civic tech, une compréhension du rôle de la société civile et une bonne maîtrise de l'anglais. La

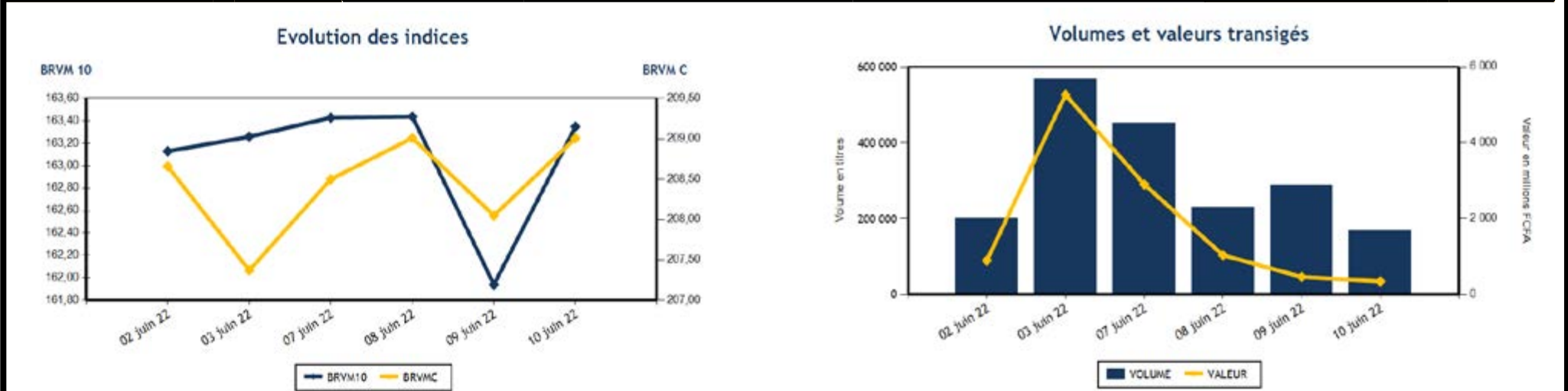


connaissance du français est un atout. Le programme est une opportunité de formation et de coaching pour les boursiers. Ceux-ci pourront approfondir leur maîtrise technique pour le fonctionnement de leur plateforme et sur le montage des plans d'affaires à adopter. Ils recevront pour cela des compétences dans les domaines de la cybersécurité, du marketing digital et du développement web. Les candidats travailleront avec des organisations partenaires. Ils aideront un large éventail d'acteurs à intensifier leurs initiatives de la technologie civique qui amplifient la voix des citoyens

ou aident à responsabiliser les gouvernements. Ce programme répond à la nécessité de faire progresser la participation citoyenne dans les espaces de gouvernance, grâce à l'utilisation innovante des données et des technologies numériques. En même temps que le programme s'attèle à relever les défis de la gouvernance et du développement, il reconnaît l'importance centrale de la jeunesse africaine pour façonner l'avenir du continent. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au mercredi 15 juin 2022.

Avec Agence Ecofin

BRVM 10	163,35	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE	N° 110	vendredi 10 juin 2022	Site : www.brvm.org	BRVM Composite	209,01
Variation Jour	 0,87 %					Variation Jour	 0,46 %
Variation annuelle	 6,41 %					Variation annuelle	 3,33 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 291 586 362 217	0,46 %
Volume échangé (Actions & Droits)	168 722	-37,62 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	343 729 714	16,53 %
Nombre de titres transigés	39	-7,14 %
Nombre de titres en hausse	13	-18,75 %
Nombre de titres en baisse	16	0,00 %
Nombre de titres inchangés	10	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CFAO MOTORS CI (CFAC)	910	7,06 %	-23,53 %
SETAO CI (STAC)	1 450	7,01 %	98,63 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	16	6,67 %	-11,11 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 400	3,90 %	2,13 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 335	3,09 %	-20,54 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	109,34	-1,09 %	-0,70 %	7 180	14 542 845	25,63
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	485,58	0,86 %	8,18 %	26 744	129 946 440	9,88
BRVM - FINANCES	15	76,65	0,33 %	-0,62 %	116 454	147 460 889	7,30
BRVM - TRANSPORT	2	438,36	0,00 %	-29,54 %	111	199 800	7,03
BRVM - AGRICULTURE	5	335,82	0,20 %	38,02 %	2 358	20 829 240	6,08
BRVM - DISTRIBUTION	7	381,89	1,77 %	-6,27 %	15 874	30 749 050	30,72
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 789,13	7,01 %	98,63 %	1	1 450	17,41
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,31	
Taux de rendement moyen du marché	6,13	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,95	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	100	
Volume moyen annuel par séance	1 328 246,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 643 536 149,81	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 827 039 853 404	0,00 %
Volume échangé	0	-100,00 %
Valeur transigée (FCFA)	0	-100,00 %
Nombre de titres transigés	0	-100,00 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SUCRIVOIRE (SCRC)	925	-7,50 %	-3,65 %
SITAB CI (STBC)	5 805	-6,90 %	-6,07 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	6 105	-6,08 %	19,71 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 580	-5,67 %	-9,71 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 310	-2,65 %	-21,19 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	2,18	
Ratio moyen de satisfaction	3,71	
Ratio moyen de tendance	170,37	
Ratio moyen de couverture	58,70	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	6,13	
Nombre de SGI participantes	26	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



États-Unis

L'inflation au plus haut depuis plus de 40 ans

Le gouvernement de Joe Biden est confronté à une hausse des prix à la consommation qui s'est de nouveau accélérée le mois passé.

La hausse des prix à la consommation s'est de nouveau accélérée en mai aux États-Unis, après un court répit en avril, et est désormais au plus haut depuis décembre 1981. L'inflation a atteint 8,6% sur un an, contre 8,3% en avril, selon l'indice des prix à la consommation (CPI) publié vendredi par le département du Travail. Sur un mois, la hausse s'élève à 1,0%, après + 0,3% en avril.



● **Un chariot dans un magasin Target à New York, aux États-Unis, le 14 novembre 2017. REUTERS**

Pire qu'attendu

C'est bien plus qu'attendu, puisqu'un consensus d'analystes interrogés par Bloomberg anticipait une inflation sur un an stable par rapport à avril. Sur un mois, ils tablaient sur une accélération moins forte, à 0,7%. La hausse des prix concerne tous les secteurs, précise le département du Travail dans son communiqué, «les indices du logement, de l'essence et de la nourriture étant les plus importants contributeurs». Les prix de l'énergie ont augmenté de 34,6% sur un an, enregistrant leur plus forte hausse depuis septembre 2005. Quant aux prix alimentaires, ils ont connu leur plus forte progression depuis mars 1981, augmentant de 10,1% sur un an. En excluant les prix de l'alimentation et

de l'énergie, plus volatils et qui avaient particulièrement flambé avec la guerre en Ukraine, l'inflation dite sous-jacente est stable sur un mois, à + 0,6%. Logement, billets d'avion, voitures neuves et d'occasion ont particulièrement vu leurs prix augmenter, ainsi que les soins médicaux, les articles d'ameublement, de loisirs et les vêtements. Sur un an, cependant, l'inflation sous-jacente ralentit par rapport à avril, à +6,0% les 12 derniers mois.

Biden et la Fed en action

Le président américain Joe Biden en appelle à la Chambre des représentants, qui doit voter la semaine pro-

chaine un texte déjà adopté en mars par le Sénat pour empêcher les transporteurs maritimes de gonfler leurs prix, car cela se répercute ensuite sur le consommateur. Ces chiffres devraient achever de convaincre la Banque centrale américaine (Fed) de donner un tour de vis supplémentaire à ses taux directeurs la semaine prochaine lors de la réunion de son comité monétaire. L'institution est en effet à la manœuvre, son principal levier étant de freiner la demande de la part des consommateurs et entreprises, via les hausses de taux d'intérêt. Elle les a déjà relevés à deux reprises, d'un quart de point puis d'un demi-point, jusqu'à la fourchette de 0,75 à 1,00%.

(AFP)

Jeux vidéo

L'Espagne veut réguler les «loot boxes» payantes

Le gouvernement espagnol souhaite légiférer contre les contenus aléatoires payants dans les jeux vidéo afin de protéger les jeunes utilisateurs.

Dénonçant des risques d'addiction, notamment chez les jeunes, le gouvernement de gauche espagnol va présenter «dans quelques jours» un projet de loi visant à réguler les contenus «surprises» payants dans les jeux vidéo, qu'il assimile à des jeux de hasard. Connus sous le nom de «loot boxes», ces «pochettes surprises» virtuelles proposent un contenu aléatoire payant destiné à améliorer le jeu, incitant les joueurs à en acheter jusqu'à obtenir l'avantage qu'ils recherchent.

«Jeu de hasard»

«Nous avons fait une loi très spécifique que nous présenterons dans quelques jours» afin de réguler la vente de ces contenus, a affirmé vendredi le ministre de la Consommation Alberto Garzon sur la radio Radiocable, sans toutefois détailler le contenu précis de la loi. «Ça ressemble à un jeu de hasard (...) à une machine à sous, parce que

cela implique des comportements de consommation impulsifs, une série de problèmes qui vont du stress à la banqueroute, parce que les sommes s'accumulent, et jusqu'à l'addiction», a défendu ce ministre, qui représente la gauche radicale au sein de l'exécutif de coalition du socialiste Pedro Sanchez.

A l'insu de certains parents

Ces offres sont proposées «surtout à un public de mineurs, de moins de 18 ans, dont près de 30% ont reconnu en 2021 avoir payé pour améliorer» ainsi leur jeu, a-t-il dénoncé, en citant des chiffres du ministère de la Santé. «Les parents peuvent acheter un jeu pour des mineurs (...) sans savoir qu'il existe un mécanisme à l'intérieur qui ne pourrait pas être acheté par une personne de moins de 18 ans» s'il s'agissait d'un jeu de hasard, a-t-il ajouté.

En ce sens, l'organisme

européen PEGI, qui indique l'âge minimum et les risques des jeux vidéo, a annoncé mi-mai l'introduction d'une mention pour informer de la présence de contenus aléatoires payants dans les jeux.

Interdits en Belgique

La question des «loot boxes» suscite la controverse dans de nombreux pays. S'appuyant sur un rapport du Conseil norvégien des consommateurs (NCC) sur les «loot boxes», près de vingt associations de consommateurs européennes ont ainsi appelé mardi à une meilleure régulation des jeux vidéo. Ce rapport a dénoncé «plusieurs manquements des éditeurs à la réglementation européenne», notamment parce qu'ils incitent à «dépenser au final d'importantes sommes d'argent», via un «marketing agressif, de nombreux biais cognitifs et des probabilités de gains trompeuses».

(AFP)

Venezuela

Nicolás Maduro salue les mesures «significatives» des États-Unis

Washington a annoncé le 17 mai l'allègement de certaines des sanctions imposées en 2019 au Venezuela et notamment un embargo pétrolier.

Le président vénézuélien Nicolás Maduro a salué samedi les «mesures légères mais significatives» prises par les États-Unis pour «accorder des licences» aux compagnies pétrolières afin qu'elles puissent opérer au Venezuela dans le cadre d'un allègement des sanctions économiques contre le pays sud-américain. «Il y a une semaine, les États-Unis ont pris des mesures légères mais significatives en accordant des licences à (l'entreprise américaine) Chevron, à (l'italienne) Eni et à (l'espagnole) Repsol pour commencer les processus de production de gaz et de pétrole au Venezuela afin de les exporter vers ses marchés naturels», a déclaré le président dans une interview accordée à une station de radio argentine, dont le

compte Twitter présidentiel a publié des extraits. La Maison-Blanche a annoncé le 17 mai l'allègement de certaines des sanctions imposées en 2019, notamment un embargo pétrolier, visant à évincer du pouvoir Nicolás Maduro après les élections controversées de 2018 qui ont mené à sa réélection. Cet allègement des sanctions entraine dans le cadre de la promotion du dialogue entre le pouvoir et l'opposition, soutenue par Washington, suspendu en octobre dernier et qui n'a pas encore repris.

«Dérogação limitée»

Un haut responsable américain avait cependant martelé que la politique américaine à l'égard du Venezuela demeurerait inchangée: les sanctions seront «allégées» en cas d'avancées vers la démocra-

tie et des élections «libres», et «alourdies» si le processus déraile. Ce haut responsable de l'administration Biden avait souligné que cet «allègement de sanctions» concerne avant tout une «dérogation limitée» octroyée au groupe pétrolier américain Chevron dans le cadre de l'embargo. Cette société pourra «négocier les termes de potentielles futures activités au Venezuela», sans toutefois conclure de nouvel accord avec la compagnie nationale vénézuélienne PDVSA, a expliqué ce responsable. Cette source n'a pas nommé Eni ou Repsol mais la vice-présidente vénézuélienne Delcy Rodríguez avait indiqué avoir «vérifié et confirmé» que la mesure incluait les entreprises européennes.

(AFP)

Économie mondiale

La guerre va faire flamber l'inflation, selon l'OCDE

Pour l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la guerre en Ukraine va plomber l'économie mondiale. La croissance devrait connaître un ralentissement.

Les conséquences économiques de la guerre en Ukraine vont lourdement peser sur la croissance et l'inflation dans le monde cette année, avertit l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans ses dernières prévisions économiques mercredi, et pourraient s'aggraver encore si d'autres chocs venaient s'ajouter. L'OCDE, basée à Paris et qui regroupe 38 pays développés, s'était refusée en mars à publier des prévisions détaillées comme elle le fait d'habitude, devant la grande incertitude que créait l'invasion russe en Ukraine. Elle table maintenant sur une croissance mondiale de 3% en 2022, en fort recul par rapport à la précédente prévision de 4,5% de décembre dernier, et sur un doublement de sa prévision d'inflation au sein des pays membres de l'organisation, à 8,5%, ce qui serait un plus haut depuis 1988.

Un «lourd prix à la guerre»

«Le monde paiera un lourd prix à la guerre russe contre l'Ukraine», a alerté la numéro deux et cheffe économiste de l'OCDE, Laurence Boone, dans un texte introductif à ces prévisions intitulé «le prix de la guerre». «Une crise humanitaire se déroule sous nos yeux, laissant des milliers de personnes décédées, forçant des



millions de réfugiés à fuir leur foyer et menaçant une reprise économique qui était en chemin après deux années de pandémie», poursuit-elle.

Variations selon les pays

La facture de la guerre varie nettement selon les zones géographiques: la zone euro voit sa prévision de croissance nettement réduite à 2,6% contre 4,3% en décembre, avec un plongeon pour l'Allemagne à 1,9% (-2,2 points) et la France à 2,4% (-1,8 point). Le Royaume-Uni s'en sort plutôt bien cette année avec 3,6% anticipés (-1,1%) mais cale complètement à 0% concernant la prévision 2023, contre 2,1 anticipés auparavant. Les États-Unis devraient quant à eux connaître en 2022 une croissance de 2,5%, contre 3,7% attendus en décembre, et la Chine de 4,4% (contre 5,1%).

Potentiel arrêt des**exportations de gaz russe**

Jugée encore «temporaire» en septembre 2021 par l'OCDE, l'inflation s'est nettement tendue avec la persistance des problèmes dans les chaînes d'approvisionnement et la flambée des prix sur l'énergie, les aliments et les métaux, à la suite de la guerre. L'OCDE voit ces pressions s'apaiser l'an prochain, mais prévient qu'au regard de l'incertitude ambiante, celles-ci pourraient encore s'aggraver. L'organisation cite en exemple un potentiel arrêt brutal des exportations russes de gaz en Europe, une poursuite de la hausse des prix de l'énergie ou des perturbations continues sur les chaînes d'approvisionnement. Une inflation qui s'emballe pourrait entraîner des hausses brutales de taux d'intérêt par les banques centrales, menaçant d'autant plus une reprise économique déjà chancelante, craint l'organisation.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Foire Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique	13-19 Juin 2022	Sénégal	https://www.oic-oci.org/home/?lan=fr
AFRICA CEO FORUM	13-14 juin 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://lc.cx/mw9vbW
17 ^{ème} Foire Commerciale de l'OCI	13-19 juin 2022	Dakar Sénégal	Néant
Assemblées annuelles Afreximbank	15-18 juin 2022	Caire, Égypte	www.afreximbank.com
Business forum	16-17 juin 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	Néant
Benin Investment Forum	23-24 Juin 2022	Cotonou, Bénin	https://www.cci.bj/
Foire international africaine	22-26 juin 2022	France	https://www.la-fia.com/
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	https://www.agroforestry2022.org/fr
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/

HOROSCOPE finance

Bélier

Dans le domaine financier, si vous ne vous lancez pas dans des entreprises trop audacieuses, voire hasardeuses, vous réussirez à consolider votre situation. Agissez, non pas en fonction de vos ambitions parfois démesurées, mais en fonction de vos moyens.

Ne vous laissez pas entraîner dans des opérations financières mal préparées ou beaucoup trop risquées. Vous pourriez vous retrouver dans une situation catastrophique, car certains astres seront contre vous sur ce plan. En revanche, vous aurez des chances de réussir sur le plan professionnel si votre métier n'implique pas la manipulation de l'argent.

Dans l'ensemble, vos finances se porteront bien. Mais ce n'est pas une raison pour cesser de demeurer sur une prudente réserve. D'un côté, Mars vous poussera à surévaluer vos possibilités ou vous forcera à des dépenses imprévues et conséquentes dans le domaine familial. Mais d'un autre côté, Pluton vous sera favorable, ce qui rétablira l'équilibre de votre budget.

Excellente journée pour organiser quelques discussions au sujet de vos finances, et de vos placements si vous en avez. Méditez les conseils qu'on vous donnera et suivez-les. De bonnes affaires sont possibles actuellement. D'autre part, n'hésitez pas à embellir votre foyer sans pour autant vider votre compte en banque.

Lion Votre sens de l'opportunité, bien aiguisé par l'action de Mercure, vous permettra de compter sur une certaine chance financière. Mais prenez garde à ne pas sortir de la légalité, et sachez refuser les offres douteuses sur ce plan.

Vierge Vous ne manquerez pas d'une certaine chance en argent. Néanmoins, l'art et la culture seront mal protégés, à moins que vous ne sortiez résolument des sentiers battus pour vous tourner vers l'étranger. Si vous avez des projets immobiliers, le moment sera propice pour les réaliser.

Balance Vu les influx astraux actuels, vos chances financières seront très faibles aujourd'hui. Evitez donc les spéculations boursières. A propos, ne négligez pas les valeurs traditionnelles : l'Ecureuil, la pierre, les objets d'art, etc.

Scorpion Cet aspect de Mars aura du bon, mais aussi du mauvais. Son impact positif, c'est qu'il vous motivera et vous poussera à vous donner du mal pour améliorer vos revenus. Mais attention au côté néfaste de son influence : Mars rend en effet impulsif et imprudent. Vous risquez donc de vous retrouver propriétaire d'une superbe chaîne hi-fi et d'un compte en banque effondré, sous prétexte que vous avez oublié de réfléchir !

Sagittaire Journée délicate en ce qui concerne les finances. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder à venir. En cas d'affaire litigieuse, demandez l'avis d'un expert au lieu de chercher à vous débattre seul. Décidez-vous à ne faire aucun achat important aujourd'hui, malgré les incitations de la part des vendeurs ou le caractère apparemment urgent des objets que vous vous proposez d'acquérir.

Capricorne Ce ne sera pas encore le très beau temps sur le plan pécuniaire, mais vous aurez tout de même droit à de bien jolies éclaircies. A vous la réussite matérielle, à condition de bien gérer votre budget et de ne pas vous passer tous vos caprices. Vous aurez aussi d'intéressantes propositions.

Verseau Dans le domaine matériel, la prudence est recommandée. Vous risquez de connaître des retards dans vos rentrées habituelles d'argent. Aussi, évitez soigneusement d'engager de gros frais ou de solliciter d'importants crédits, pour vous équiper ou pour rénover votre logement.

Poissons Avec Neptune en cet aspect, vous aurez davantage de chance en argent. Mais attention, vous risquez, aussi, de vous montrer très imprudent dans vos dépenses. Evitez les jeux d'argent comme la peste.

L'économiste

Premier Quotidien Économique du Togo- REC N°0602/11/12/15/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

Komlan KPATIDE
(+228 90 05 05 08)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Eyram AKAKPO
Bernard AFAWOUBO

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAHPABEM

Kodji GATOR JOE

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU

AVIS N°02/2022/AMI/DCPC/DSE/CGAF/UEMOA
AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN BUREAU
D'ETUDE OU GROUPEMENT DE BUREAUX D'ETUDES CHARGE DE
L'ELABORATION DE LA VISION PROSPECTIVE DE L'UEMOA

1. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), dans le cadre de l'exécution de son budget 2022, envisage la réalisation d'une étude relative à l'élaboration de la vision prospective de l'UEMOA.
2. L'objectif global de la mission, est d'élaborer le nouveau document de la vision prospective de l'UEMOA sur un horizon de quinze (15) ans.
 De façon spécifique, il s'agit :
 - de réaliser le diagnostic prospectif de l'Union dans ses dimensions politique, économique, technologique, socio-culturelle, environnementale et juridique (légale) et d'apprécier leur criticité ;
 - de repérer les tendances structurantes et ruptures prévisibles pour les quinze (15) prochaines années et de construire les futurs possibles ;
 - de définir la vision et de formuler les orientations stratégiques pertinentes de développement ;
 - de formuler des recommandations pertinentes, avec des axes d'intervention précis, pour les futurs désirés par Organe ou Institution de l'UEMOA et par scénario ;
 - de rédiger les rapports intermédiaires de la mission ainsi que le document final sur la vision prospective et de participer à sa validation auprès des diverses instances de l'Union
3. Dans le cadre de l'exécution de sa mission, le bureau d'études ou groupement de bureaux d'études devra, entre autres :
 - faire une revue documentaire la plus large possible ;
 - élaborer et soumettre une méthodologie détaillée prenant en compte les outils de collecte et d'analyse de données, un listing des principaux acteurs et parties prenantes à rencontrer et un plan de travail détaillé ;
 - faire une mission circulaire dans les Etats membres en vue de collecter les données nécessaires pour répondre aux besoins de l'élaboration de la vision de l'Union ;
 - analyser et exploiter les données primaires et secondaires collectées ;
 - élaborer les différents rapports (préliminaire ou de cadrage, provisoire et final) ;
 - restituer les résultats de l'étude à la Commission et aux autres Organes de l'Union en vue de sa validation et les assister lors de la présentation des conclusions de l'étude au Conseil des Ministres et à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA.
4. La durée totale prévue pour l'exécution de la mission est de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires.
5. En vue de la constitution de la liste restreinte, la Commission de l'UEMOA, invite les bureaux d'études ou groupements de bureaux d'études à manifester leurs intérêts à fournir les prestations ci-dessus décrites.
6. Le bureau d'études ou les groupements de bureaux d'études intéressés sont invités à produire, dans leur dossier de manifestation d'intérêt, toutes références et documents permettant d'apprécier leurs expériences et expertises en la matière en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter lesdites prestations (brochures, références concernant l'exécution des contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, etc.).
7. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.
8. La sélection du bureau d'étude ou du groupement de bureaux d'études se fera en conformité avec les procédures en vigueur à la Commission de l'UEMOA définies dans le **Règlement d'exécution N° 001/2020/COM/UEMOA du 24 février 2020** relatif aux règles de passation, d'exécution, de réception et de règlement des marchés des Organes de l'UEMOA.
9. Les appréciations porteront notamment sur l'expérience générale du bureau d'études ou du groupement de bureaux d'études, l'expérience spécifique et la connaissance de la région sur la base des critères ci-après :

Critères d'évaluation	Notes pondérées maximum
1 - « Expérience générale du Consultant »	30
Nombre d'études/missions générales en matière d'élaboration de vision prospective tous secteurs confondus (3 points par mission jusqu'à un maximum de 10 missions)	30
2 - « Expérience spécifique du Consultant »	60
Nombre de prestations similaires exécutées au cours des dix (10) dernières années pour des organisations d'intégration régionale, des institutions internationales de développement ou pour un Etat. (10 points par prestation similaire jusqu'à un maximum de 6 prestations) avec une preuve d'exécution de la prestation	60
Connaissance de la région (pays de l'UEMOA)	10
Expériences générales dans les pays de l'UEMOA (2 points par expérience pays, pour un plafond de 5 expériences dans 5 différents pays)	10
Total des points	100

10. Pour tous renseignements, veuillez contacter :
 - **Monsieur Inoussa NANGA** - Email : inanga@uemoa.int
 - **Monsieur Souleymane DIARRA** - Email : sdiarra@uemoa.int
11. Les manifestations d'intérêt en langue française exclusivement, sous format papier A4, en quatre (4) exemplaires (un original plus trois (3) copies), peuvent être envoyées par la poste, ou déposées au bureau du courrier de la Présidence de la Commission de l'UEMOA : **380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 BP 543 Ouagadougou 01- BURKINA FASO** au plus tard **le jeudi 30 juin 2022 à 9 heures 30 mn précises, heure locale.**

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 10 heures au siège de la Commission de l'UEMOA, dans la salle FOSIDEC.

L'enveloppe contenant la Manifestation d'intérêt devra être scellée et portée visiblement la mention : « Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un bureau d'études/groupement de bureaux d'études chargé de l'élaboration de la vision prospective de l'UEMOA ».

Pour le Président de la Commission
et par délégation


Iba Mar OULARE



Togo / cinéma

Yobo Studios a le soutien du Ministre LAMADOKOU

Le Ministre de la culture et du tourisme, Dr Kossi G. LAMADOKOU a effectué, ce jeudi 09 juin 2022, une visite au personnel de la maison de production, Yobo Studios sise à Baguida, une banlieue à l'Est de la ville de Lomé.

● Junior AREDOLA

Le ministre est allé, accompagné de son Directeur de cabinet, Dr Bakayota KPAYE et de quelques agents de la Direction nationale de la cinématographie (DNC), découvrir les installations de ladite industrie cinématographique, s'enquérir des conditions de travail des techniciens, des acteurs-comédiens et de l'ensemble du personnel. Avec la Représentante du Président de la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC), Mme Aminata ADROU, Présidente du Comité de la télévision, du cinéma et des vidéoclubs, ils ont visité les différents compartiments de la maison de production, à savoir la couture, la coiffure, le maquillage, le studio de production, les plateaux de tournages, etc. Suite à cette visite guidée, assurée



par Mme Jahëna LOUISIN, Directrice de production, les invités de Yobo Studio ont assisté à une séquence de tournage de la série « Oasis : la source du bonheur » supervisée par Mme Angela AQUEREBURU, Réalisatrice, Actrice et productrice de télévision. A l'issue de la visite, le Ministre LAMADOKOU s'est dit admiratif du travail de qualité abattu au quotidien pour booster le cinéma et l'audiovisuel togolais et a rappelé les efforts du

gouvernement, notamment l'adoption du code du cinéma et de l'image animé qui a créé un fonds exclusivement dédié au 7e art, pour accompagner au mieux les cinéastes afin d'asseoir une véritable industrie culturelle et créative dans notre pays. « Yobo Studios » est créée en 2009 et a pour objectif de produire des contenus ludique, esthétique et divertissant tels que les séries tv, les spots publicitaires, l'animation 3D et bientôt du long métrage. Cette maison de production s'est illustrée dans la production d'œuvres audiovisuelles à succès de Mme Angela AQUEREBURU parmi lesquelles : « Les maternelles d'Afrique », « Hospitali T », «Oasis », « Zem », etc., diffusées sur la chaîne internationale TV5 Monde et sur une dizaine de chaînes de télévisions locales africaines.



Liga

Le FC Barcelone n'en peut plus de Gerard Piqué

Entre sa séparation, les nombreuses polémiques dont il fait l'objet ces dernières semaines ou encore son refus de baisser son salaire, Gerard Piqué devient de plus en plus indésirable au FC Barcelone.

Rien ne va plus en ce moment pour Gerard Piqué. C'est surtout du côté de sa vie privée qu'il faut regarder. Le Barcelonais et sa désormais ex-compagne, la célèbre chanteuse Shakira, ont officialisé leur rupture après plus de 10 ans de vie commune. Si cette information ne concerne absolument pas le domaine sportif, elle peut avoir des incidences sur la

vie professionnelle du défenseur. Le FC Barcelone s'inquiète de cela d'ailleurs. Selon l'édition de Sport d'hier, la direction du club, mais aussi Xavi, espère que la vie privée du champion du monde 2010 allait être moins scrutée dans les semaines à venir. Cela pèse aussi sur le quotidien du Barça, qui plus largement commence à être exaspéré par Gerard Piqué à qui il reste deux ans

de contrat. Car cette séparation vient s'ajouter à une pile conséquente de polémiques dont il fait déjà l'objet et ça agace sérieusement son club.

Trop de polémiques et pas assez de bonnes performances

Malgré tout ce que représente ce joueur emblématique, il est aujourd'hui la cause de trop de problèmes pour pas assez de solutions.

Volontariat

BONFOH Nahilatou, de l'idée de projet à la création d'un prêt à porter à Sotouboua

Au bord de la route, on aperçoit des chemises, des pantalons, des jupes, des colliers suspendues par ici et par là ou déposés à même sur la table, tel se résume le quotidien de Nahilatou. Pour les clients, ces vêtements de premières et quelque fois de secondes mains exportés d'Europe ou d'Amérique « sont une bénédiction ». Pour ce vendredi matin, au marché de Sotouboua, Nahilatou attire ses clients à travers son slogan « venez acheter, le chic à moindre coût ».

Après son BEPC, Nahilatou décide abandonner les classes pour se former en informatique bureautique. Sans issue, à la quête d'un emploi stable, elle se lance dans l'entrepreneuriat avec pour objectif d'ouvrir son magasin de prêt-à-porter plus tard. « De nature, je n'aime pas dépendre d'autrui. J'avais l'idée, d'ouvrir ma propre société, créer mon propre business », explique-t-elle. Ce qui a motivé Nahilatou au volontariat d'engagement citoyen pour le compte de la vague 5 dans la commune de Sotouboua, c'est son béguin pour la propreté et son dégoût pour l'oisiveté. Nahilatou s'est montré dévouée et a fait des activités communautaires, son affaire. Elle a eu la chance de faire 8 mois de mission avec la pandémie de la COVID-19. Au cours de la mission, les conseils et les formations sur compétence de vie et de développement entrepreneurial ont boosté son esprit de créativité. Avec un apport personnel de 240



000 francs CFA de côté, après mission, il lui fallait trouver un financement supplémentaire pour renforcer son AGR. Elle a obtenu un emprunt de 900 000f francs CFA auprès d'une microfinance de la place. Aujourd'hui, elle a acheté un demi lot sur lequel, elle va ériger un grand magasin de vente en gros et en détail des vêtements et une moto pour faciliter son déplacement vers les clients dans les services en dehors des marchés de Sotouboua, Adjengré et de Tchébébé. La trentaine révolue, la positive attitude est le mot d'ordre de cette dernière. Mère de 2 enfants, elle est plus qu'épanouie. « Il fallait faire preuve de beaucoup de patience et

de motivation. Je pense que si l'on souhaite ouvrir une entreprise juste pour l'ouvrir, cela ne suffit pas. La clé est de rester motivé et surtout d'y croire car le chemin est long. » Pour l'avenir, Nahilatou veut continuer à innover, tout en restant résolument centrée sur sa vocation profonde : la beauté et l'élégance des femmes à travers le vestimentaire. Elle espère développer son activité en augmentant la surface de son commerce. « Pour moi, lier son métier et sa passion, c'est une chance et une belle source de motivation au quotidien », déclare-t-elle.

Avec togoanvt.org

Baromètres Togo			
Principaux pays partenaires		Principaux fournisseurs	
Principaux clients (% des exportations)	2017	Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Burkina Faso	17,9%	Chine	19,6%
Bénin	14,3%	France	10,8%
Ghana	7,6%	Japon	5,1%
Niger	6,4%	Pays-Bas	5,0%
Inde	6,1%	Ghana	4,1%
Mali	5,7%	Inde	3,6%
Côte d'Ivoire	5,5%	Belgique	3,2%
Nigéria	4,8	Arabie Saoudite	3,2%
Emirats Arabes Unis	3,5%	Allemagne	3,1%
Australie	3,2%%	Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles
https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance



Join
BOAD
at #ACF2022

ABIDJAN
13 & 14 JUNE 2022

CO-HOST
IFC International Finance Corporation
Creating Markets, Creating Opportunities

ORGANIZER
JEUNE AFRIQUE MEDIA GROUP



L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

**TOUTE L'ACTUALITÉ
ÉCONOMIQUE D'ICI
ET D'AILLEURS**

- Economie**
- Finances**
- Entreprises ...**



: +228 92 10 93 53 / 97 25 84 84

: leconomistetogo@gmail.com

: www.leconomistedutogo.com

: l'économiste du Togo

: @economisteTogo